



Reza Pahlavi avec Premier ministre Israélien Benjamin Netanyahu et Gila Gamliel, ministre israélien des renseignements, 17 avril 2023, Tel Aviv.

Pahlavi fait à nouveau appel à une intervention militaire de Trump

Le 14 février s'est tenu à Munich la conférence annuelle sur la sécurité (MSC). Reza Pahlavi, fils du dernier monarque iranien, y a sollicité à nouveau l'intervention militaire du président américain Donald Trump pour renverser la République islamique.

A cette occasion a eu lieu à Munich un grand rassemblement d'opposant.es au régime iranien. Parallèlement, Washington participe à un nouveau cycle de négociations nucléaires avec Téhéran.

Dans son discours prononcé à Munich le 14 février, Pahlavi a exhorté le président américain à « aider » les Iraniens à renverser la République islamique.

- Il a déclaré au président Trump : « le peuple iranien vous a entendu dire que de l'aide était en route, et il a foi en vous. Aidez-les », faisant référence au message publié par Trump le 13 janvier sur Truth Social, dans lequel il exhortait les Iraniens à continuer de manifester et assurait que l'« aide américaine était en route ».

- Pahlavi a ajouté que Trump pourrait aider les Iraniens à « enterrer » l'establishment clérical au pouvoir, et a insisté sur le fait qu'« il est temps de mettre fin à la République islamique ».

- À la fois lors de son discours et dans des interviews ultérieures accordées aux médias américains, Pahlavi a appelé à une intervention « humanitaire » pour renverser le gouvernement iranien.

S'adressant aux journalistes lors d'une séance de questions-réponses après son discours à la MSC, Pahlavi a eu un échange tendu avec Kasra Naji, correspondant principal de « BBC Persian ».

- Naji a souligné le souhait déclaré de Pahlavi de diriger la période de transition si la République islamique venait à tomber, en précisant que de nombreuses personnes, à

l'intérieur comme à l'extérieur de l'Iran, ne soutiennent pas l'ancien prince héritier. Il a ensuite demandé pourquoi Pahlavi n'avait « pas réussi à unifier » les opposant.es à la République islamique.

- Pahlavi a commencé sa réponse en disant à Naji : « C'est une question très typique que je m'attendais à recevoir de la part du réseau que vous représentez. » Il a évoqué ensuite les vidéos réalisées en Iran lors des manifestations de décembre 2025 à janvier 2026, où de nombreux manifestant.es scandaient son nom, et il a ajouté : « Avez-vous entendu prononcer d'autres noms ? »
- Il convient de noter que Pahlavi a déclaré : « je ne crois pas que 100 % du peuple soit de mon côté ; bien sûr, j'ai des ennemis ». Il a cependant formulé sa réponse de manière à suggérer que celles et ceux qui ne le considéraient pas comme leur leader se répartissaient en trois catégories : les séparatistes ethniques, les réformistes restés fidèles à la République islamique, et les membres exilé.es de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (MEK).

Pahlavi, qui avait appelé les expatrié.es iranien.nes à se mobiliser contre la République islamique, a participé à l'importante manifestation organisée à Munich le 14 février.

- La police de la capitale bavaroise a indiqué qu'environ 250 000 personnes avaient participé au rassemblement, ce qui en fait l'un des plus grands rassemblements d'Iranien.nes en Europe.
- Sur les réseaux sociaux, certain.es ont contesté le chiffre annoncé par la police allemande, tandis que d'autres ont tenté de prouver qu'il était exact.

Les hésitations de Nasrin Sotoudeh

Nasrin Sotoudeh, avocate iranienne de premier plan et militante pour les droits humains, a également évoqué la possibilité d'une « intervention militaire humanitaire » en Iran face aux violations massives des droits de l'Homme — c'est-à-dire une action internationale pour protéger des civils — dans le contexte de la répression des protestations, et des massacres de manifestant.es par les autorités.

Il semble cependant qu'elle a par la suite nuancé ou clarifié ce point, en insistant surtout sur l'importance du cadre du droit international et de procédures collectives, plutôt que sur une intervention unilatérale. Elle a suggéré que toute action éventuelle devrait être menée sous l'égide d'organismes internationaux compétents plutôt que par des initiatives isolées.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire français « Le Point », et publiée le 14 février, Sotoudeh a déclaré avoir constaté que des Iranien.nes à l'intérieur du pays plaçaient leurs espoirs dans une intervention militaire menée par les États-Unis. Elle a ajouté que la Charte des Nations unies comportait des dispositions relatives aux interventions humanitaires.

Cependant, Sotoudeh a écrit le lendemain sur les réseaux sociaux qu'elle ne faisait pas confiance à la personne de Trump pour mener une attaque militaire contre l'Iran. Elle a ajouté que le président américain avait fait preuve d'indifférence face aux violations des droits humains en Iran.